

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Rapport annuel

(1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012)



PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec-Guatemala

660 Villeray, # 2.115, Montréal (QC) H2R 1J1 • Tél. : (514) 495-3131 • Fax : (514) 279-0120

Courriel : paqg@paqg.org • Site web : www.paqg.org

Table des matières

Table des matières	1
Mot du conseil d'administration	2
Présentation : Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala	3
L'équipe du PAQG	4
Membres du conseil d'administration (2012).....	4
Membres du comité ressources humaines.....	4
Le PAQG au Sud.....	5
Le Guatemala, un an après la victoire d'Otto Pérez Molina	5
L'accompagnement international.....	6
Cas de génocide	6
Le cas du massacre de <i>Plan de Sánchez</i> (1982, <i>Baja Verapaz</i>).....	7
Le cas du massacre de <i>Las Dos Erres</i> (1982, <i>Petén</i>)	7
Défense du territoire et exploitation des ressources naturelles.....	7
Autres cas d'accompagnement aux défenseurs des droits humains	8
Le PAQG au Nord.....	9
Recrutement et formation.....	9
Information et stratégies de communication	10
Actions urgentes et pression politique	11
Activités d'éducation et sensibilisation du public.....	12
Analyse sommaire des états financiers 2011-2012	16
Annexe 1.....	18

Crédit pour la photo de couverture: Alexe Allard

Mot du conseil d'administration

Chaque année, il nous est donné l'occasion de réaliser un bilan de nos activités, et chaque fois, les succès et les nouveaux défis se conjuguent pour confirmer la pertinence de la mission du Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Mais cette année, l'anniversaire de 20 ans de l'organisation apporte une teinte spéciale à nos réflexions rétrospectives et une saveur nouvelle aux défis à venir! Tant d'accompagnateurs sont partis au Guatemala pour appuyer la défense des droits humains et la lutte contre l'impunité; tant de projets ici, au Québec, ont contribué à attirer l'attention sur des enjeux fondamentaux de justice sociale. Surtout, tant d'employéEs et de bénévoles faisant preuve de dévouement, d'engagement et de motivation pour donner vie au PAQG, année après année!

Et puis, on ne peut oublier les petites et grandes victoires en faveur de la justice au Guatemala, fruits de la ténacité, du courage et de la conviction inébranlable de femmes et d'hommes guatémaltèques que nous avons accompagnés et côtoyés. Des sentences historiques contre les hauts-gradés coupables de crimes contre l'humanité dans les cas de El Jute et de Choatalum, à la terre obtenue par la communauté en résistance de la Finca Nueva Linda, nous accueillons chaque fois ces nouvelles avec une émotion particulière, et en gardant toujours à l'esprit tout ce qu'il reste encore à faire.

Quant à elle, l'année qui vient de s'écouler a été marquée par le dynamisme régnant au sein du PAQG. Nous avons profité de l'inestimable engagement de notre coordonnatrice Marie-Dominik Langlois (Marie-Do), ainsi que de l'apport généreux et grandement apprécié de plusieurs stagiaires (Camille Gaudrault, Andrew MacPherson, Orlane Vidal, Marie-Soleil Martineau, Audrey Leclair, Lauriane Labarthe, Olivia Lecoufle, Tania Sagastume, Fanny Poirier et Stéphanie Schwanen). Quant au conseil d'administration, les membres sont unanimes; inspiration et convivialité étaient au rendez-vous, le rire et le sérieux se côtoyaient dans l'effort collectif.

Le travail acharné s'est poursuivi, au Nord comme au Sud, avec des projets éducatifs et mobilisateurs d'envergure, la formation de futures accompagnatrices, des activités de réseautage et des réflexions nécessaires sur les changements survenant dans la structure et l'organisation d'ACOGUATE. Vous pourrez davantage en découvrir la teneur à la lecture des pages qui suivent. Quoi qu'il en soit, un retour sur 2011-2012 nous permet de constater qu'un souffle nouveau a stimulé la vie associative du PAQG et ses membres toujours aussi convaincus de l'importance de la défense des droits humains au Guatemala et de la lutte pour la justice sociale en général. Un sincère et solidaire merci à ceux et celles qui apportent leur soutien maintenant et depuis 20 ans!

Laurence Guénette, pour le Conseil d'administration

Présentation : Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) existe depuis 1992; à l'époque, il appuyait les personnes guatémaltèques réfugiées au Mexique qui désiraient être accompagnées par des observateurs et observatrices internationaux au moment de réintégrer leur pays.

Depuis 1998, le PAQG répond, au sein de la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG), aux demandes d'accompagnement international formulées par des défenseurEs des droits humains qui reçoivent des menaces et des intimidations du fait du travail qu'ils et elles réalisent



Crédit photo : Alexe Allard

au Guatemala. Ces dernierEs se heurtent à des groupes de pouvoir liés aux anciennes forces répressives qui s'opposent à l'établissement d'un véritable état de droit. Le PAQG accompagne également des survivantEs et témoins des massacres commis par les forces armées au cours des 36 ans du conflit armé et qui craignent les représailles que pourrait entraîner leur lutte pour la justice.

Plus de 60 accompagnateurs et accompagnatrices du PAQG se sont ainsi relayés sur le terrain depuis 2001. L'accompagnement international agit comme un élément dissuasif à l'encontre des agresseurs potentiels et représente un appui moral essentiel. Il contribue à rompre l'isolement des communautés et à attirer l'attention internationale sur le Guatemala. En cela, il favorise la création d'un espace plus propice à la reconstruction et à la démocratisation du pays.

Au Québec, le PAQG met en œuvre des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population québécoise au contexte historique, social et politique du Guatemala, ainsi qu'à la situation des droits humains dans ce pays. Le PAQG relaie également des actions urgentes incitant les gens à poser un geste concret de pression en écrivant directement aux dirigeantEs guatémaltèques afin de faire connaître leurs préoccupations suite à une situation de violation de droits humains.

Le PAQG est constitué de plusieurs centaines de membres individuels sympathisants ou bénévoles. Les membres ont accès à notre petit centre de documentation sur le Guatemala et peuvent également s'impliquer de différentes façon au sein du PAQG, par un appui ponctuel au bureau, au sein de comités de travail ou pour partir comme accompagnateurs/trices au Guatemala.

L'équipe du PAQG

Marie-Dominik Langlois, coordonnatrice (depuis septembre 2011)

Stéphanie Schwanen (depuis septembre 2012)

Élyse Blackburn, comptable (depuis février 2012)

José Mejia-Urzuá, comptable (jusqu'à décembre 2011)

Laurence Dubuc-Valentine, stagiaire (janvier – mai 2012)

Claudymir Magnan (hiver 2012)

Florence Liautaud (hiver 2012)

Fanny Poirier, stagiaire (avril à septembre 2012)

Sophie St-Laurent (été 2012)

Rosette Gagnon-Bélanger (depuis septembre 2012)

Vanessa Girouard (depuis septembre 2012)

Membres du conseil d'administration (2012)

Laurence Guénette (présidente)

Nathalie Brière (vice-présidente)

Guillaume Charbonneau
(administrateur)

Arnaud Deharte (trésorier)

Élyse Desjardins (administratrice)

Étienne Roy-Grégoire (administrateur)

Geneviève Trépanier (administratrice)

Membres du comité ressources humaines

Luis Rodas Calderón

Guillaume Charbonneau



10 juin 2012, *charla* avec Leocadio Juraçan, coordinateur du Comité du paysan des Hautes Terres (CCDA). Crédit photo : Line Turcotte

Le PAQG au Sud

Le Guatemala, un an après la victoire d'Otto Pérez Molina

L'ex-Général Otto Pérez Molina est devenu président du Guatemala à compter de janvier 2012. Il a été mandaté par 53,7% des voix pour diriger le pays pour la période 2012-2016, lors du deuxième tour des élections générales tenu le 6 novembre 2011. Otto Pérez Molina est associé à l'extrême droite guatémaltèque très proche des militaires et de la classe dominante qui contrôle le pays.

Le bilan de la première année du gouvernement de Pérez Molina s'est soldé par la continuité de l'insécurité avec en moyenne 13 assassinats par jour au niveau national, des scandales de corruption, une augmentation des conflits sociaux et économiques et par le premier massacre de civils perpétré par les forces armées du pays après la signature des Accords de paix en 1996.



Crédit photo : Alexe Allard

Le 4 octobre 2012, les représentants communautaires des 48 villages du département de Totonicapán à l'Ouest du Guatemala ont décidé de bloquer une autoroute névralgique dans cette région. Les manifestants revendiquaient l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et manifestaient leur rejet de la réforme éducative des enseignants et des réformes constitutionnelles que propose le gouvernement de Pérez Molina. Les représentants communautaires demandaient aussi d'obtenir une rencontre avec le président du Guatemala. Même si la manifestation était pacifique, l'Armée guatémaltèque est intervenue et certains de ses membres ont tiré à bout portant contre les manifestants, causant la mort de huit d'entre eux et laissant un grand nombre de blessés. Ce massacre a créé une onde de choc dans l'opinion publique au niveau national et international.

Otto Pérez Molina, son ministre de la Défense et son ministre de la Sécurité publique ont tenté de rejeter la responsabilité sur les manifestants, mais leurs mensonges ont été démentis par les photos diffusées par les journaux et les médias, qui montraient des soldats en train de tirer sur la foule.

Le massacre de Totonicapán nous montre une fois de plus le manque de volonté politique du nouveau gouvernement et son incapacité à trouver des solutions aux problèmes socio-économiques à travers le dialogue. Une partie importante de la population guatémaltèque vit une marginalisation et une

exclusion endémique étant privées des de ses droits en matière de santé, d'éducation, d'emploi et de services essentiels. La faiblesse de l'État se manifeste par un grand déficit institutionnel coopté par la corruption et une impunité galopante.

Il est très préoccupant que les forces de sécurité de l'État tendent de plus en plus, et délibérément, de confondre la résistance légitime des populations défavorisées avec les manifestations de violence associée à la criminalité organisée. La population guatémaltèque a justement voté pour Pérez Molina car il promettait de combattre la criminalité par le respect de la loi. Par ailleurs la toile de fond des enjeux socio-économiques et politiques au Guatemala est la présence d'une grande injustice sociale qui affecte une partie importante de la population de ce pays. La criminalisation des défenseurs de droits humains est maintenant une réalité de la conjoncture avec laquelle doivent composer les mouvements sociaux guatémaltèques, mais également le PAQG et ACOGUATE. C'est d'ailleurs une problématique que nous aborderons au cours de l'année à venir, avec une tournée de conférences accompagnant l'exposition-photos du PAQG présentée depuis un an au Québec dans une vingtaine de localités.

L'accompagnement international

Malgré l'absence d'une coordination du PAQG au « Sud » depuis trois ans, le PAQG continue de participer aux efforts d'accompagnement international au Guatemala par sa participation à ACOGUATE (l'Accompagnement international au Guatemala). Les membres d'ACOGUATE ont assuré une présence dans différents processus de réclamation de la justice reliés à des crimes du passé, durant la période du conflit armé; auprès de dirigeantEs communautaires qui luttent pour la défense du territoire et contre l'exploitation minière et autres mégaprojets ainsi que d'autres défenseurEs de droits humains. Il est ici pertinent de mentionner quelques exemples du travail des accompagnateurs internationaux réalisé en 2011-2012.

Cas de génocide

Au cours de l'année 2011-2012, nous avons vu des avancements importants en ce qui concerne la quête de justice pour certains crimes du passé. En effet, en juin 2011, Hector Lopez Fuentes, ancien chef de l'État majeur de la défense sous le gouvernement de Efraín Ríos Montt (mars 1982 à août 1983) a été capturé et accusé sous 77 chefs d'accusation. Plus tard, en octobre 2011, José Mauricio Rodriguez Sánchez, ancien directeur du service d'intelligence sous le gouvernement de Rios Montt, a également été arrêté et accusé au même titre qu'Oscar Humberto Mejía Víctores et Luis Enrique Mendoza García. Par ailleurs, après avoir perdu son immunité comme député au congrès (2000-2012) le général Ríos Montt a été assigné à résidence. Il existe présentement des mesures dilatoires qui retardent les cas en justice contre ces anciens généraux accusés de crimes de guerre.

ACOGUATE accompagne l'Association pour la justice et la réconciliation (AJR) dans ses voyages pour des réunions dans les communautés et lors d'audiences devant les tribunaux et autres sorties

publiques. De plus, les observateurs d'ACOGUATE et du PAQG accompagnent les membres de l'équipe du Centre d'action légale en droits humains (CALDH) dans leurs déplacements en lien avec leur travail relié au cas de génocide.

Le cas du massacre de *Plan de Sánchez* (1982, Baja Verapaz)

Le cas du massacre de *Plan de Sánchez* a été un des cas emblématique de l'impunité au Guatemala. En mars 2012, chacun des cinq accusés a été condamné à 7 710 ans de prison pour les 256 victimes assassinées. Cependant, les recommandations de la Commission interaméricaine des droits humains pour la compensation des victimes n'ont pas été suivies dans leur totalité par l'État guatémaltèque.

ACOGUATE a accompagné les témoins dans le cas du *Plan de Sánchez* depuis l'an 2000 et a observé les audiences de ce cas.

Le cas du massacre de *Las Dos Erres* (1982, Petén)

Dans le cas du massacre de *Las Dos Erres*, dans un premier temps en août 2011, quatre des 17 accusés pour leur participation au massacre ont reçu leur sentence. Ensuite en mars 2012, un autre accusé a été condamné pour sa participation au massacre commis au mois de décembre 1982. L'ancien instructeur *kaibil* a été condamné à 30 ans pour chacun des 201 assassinats ainsi que 30 ans de plus pour crime contre l'humanité. Le tribunal a également ordonné que les victimes reçoivent des compensations. Plus tard en mai 2012, Ríos Mott a formellement été accusé de génocide comme auteur intellectuel de ce massacre.

ACOGUATE accompagne l'Association des familles de détenuEs-disparuEs du Guatemala (FAMDEGUA), la partie accusatrice dans ce cas, et est observateur lors des audiences.

Défense du territoire et exploitation des ressources naturelles

État de siège à Santa Cruz de Barillas

Le 1^e mai 2012, trois dirigeants communautaires ont été attaqués à *Santa Cruz de Barillas*. Un en est décédé, et les deux autres furent grièvement blessés. Les survivants ont déclaré que les agresseurs étaient des travailleurs de l'entreprise hydroélectrique de Santa Cruz. La population frustrée et



Crédit photo : Alexe Allard

excédée a demandé justice de façon énergique. Afin de reprendre le contrôle de la situation, le gouvernement a déclaré l'état de siège. Comme source de cette frustration, soulignons le fait que le gouvernement n'a jamais reconnu les résultats d'une consultation populaire effectuée en 2007 qui rejetait l'implantation d'un mégaprojet hydroélectrique dans la région. Malgré le résultat de cette consultation, le gouvernement a octroyé le permis de construction d'un barrage hydroélectrique. Les organisations paysannes et de droits humains ont manifesté leur opposition à l'État de siège. Le 15 mai, l'état de siège a été levé, mais 15 personnes ont été détenues et accusées pour leur participation au tumulte. Le 26 mai, deux travailleurs de l'entreprise hydroélectrique ont été accusés de la mort du dirigeant communautaire.

ACOGUATE a accompagné la famille lors de l'audience. Des actions urgentes ont également été diffusées pour dénoncer l'état de siège et les arrestations arbitraires contre les participants aux manifestations.

La mine *Marlin* et les femmes de *San Miguel Ixtahuacán*

En 2005, des câbles de hautes tensions ont été installés dans trois communautés de *San Miguel Ixtahuacán*, près de la mine *Marlin*, opérée par la *Montana Exploradora*, filiale de l'entreprise canadienne *Goldcorp Inc.* Plusieurs citoyens, dont Gregoria Crisanta Pérez, dénoncent le fait que la compagnie n'a jamais demandé la permission d'utiliser leur terre pour installer les pylônes électriques. Plusieurs citoyens de la localité s'opposent à la mine et appuient Crisanta dans sa lutte. En 2008, elle aurait provoqué un court-circuit dans les lignes électriques passant sur son terrain et aurait causé une interruption de l'alimentation électrique à la mine. Huit mandats d'arrêt ont été émis contre elle et contre sept autres femmes de la communauté. En conclusion d'un procès légal tenu le 18 mai 2012, les mandats d'arrêt sont annulés et le poteau électrique doit être retiré du terrain de Crisanta Pérez. ACOGUATE était présent lors de l'acte public du retrait du poteau le 31 mai 2012.

Autres cas d'accompagnement aux défenseurs des droits humains

Emilia Quan

La défenseure des droits humains Emilia Margarita Quan Staackmann a été séquestrée le 7 décembre 2010 à Huehuetenango, et son corps sans vie a été localisé le lendemain dans les montagnes de cette localité. Le 6 juin 2012, le cas a connu un dénouement important avec la condamnation de Jordy Cruz Bailón à 6 ans de prison pour crime de féminicide. ACOGUATE était présent comme observateur durant quelques-unes des audiences. Il s'agit d'une des rares victoires en matière de justice pour des violations commises contre des défenseur(e)s de droits humains, mais cela démontre que s'il y a une volonté de la part des enquêteurs et du procureur, il est possible d'obtenir justice pour les délits commis.

Le PAQG au Nord

Recrutement et formation

Un des volets importants du travail du PAQG au Nord est le recrutement et la formation de nouveaux accompagnateurs et accompagnatrices. Alors qu'en 2011 le PAQG n'avait pas réalisé de formation, un nouveau groupe d'accompagnateurs internationaux a été formé au début de l'année 2012 afin de pouvoir se rendre sur le terrain et prendre part aux activités d'ACOGUATE.

Les activités de recrutement se sont échelonnées au cours des derniers mois de 2011 et plus intensivement en janvier et février 2012. Plusieurs rencontres d'information se sont tenues, autant au bureau du PAQG, dans divers lieux publics à Montréal, ainsi qu'à l'UQAM. Une soixantaine de personnes ont ainsi été sensibilisées aux enjeux de droits de la personne au Guatemala et ont pris connaissance du travail du PAQG et d'ACOGUATE sur le terrain.



Crédit photo : Alexe Allard

La formation s'est tenue du 2 au 4 mars 2012 dans un chalet situé à Dundee, dans la région de la Montérégie. Cinq participantes ainsi que les quatre membres du comité de formation y ont pris part. Les cinq participantes ont été recommandées pour la formation au Guatemala qui est organisée par les membres de la coordination d'ACOGUATE. Parmi les participantes, deux ont fait le choix de se rendre au Guatemala afin de pouvoir vivre cette expérience de solidarité particulièrement marquante qu'est l'accompagnement international. Au moment d'écrire ces lignes, celles-ci se trouvent encore au Guatemala et sont sur le point de terminer leur séjour.

Étant donné l'étape de transition dans laquelle se trouvait toujours la coordination au début de l'année 2012, ce sont les membres bénévoles des comités de recrutement et de formation qui ont pris en charge ces activités.

Information et stratégies de communication

L'année qui se termine maintenant fut très forte en débats et réflexions en ce qui concerne les stratégies à adopter pour aller rejoindre un plus grand public ici au Québec. La conclusion qui ressort de ces discussions et des expériences du PAQG est de bâtir un partenariat solide avec d'autres organismes aux missions complémentaires à la nôtre comme outil de diffusion et de communication. Ainsi, par la participation à des événements collectifs (le lancement de la programmation, les Journées québécoises pour la solidarité internationale, etc.) ou des publications (articles, entrevues, éditoriaux), le PAQG désire augmenter sa portée auprès des QuébécoisEs. Suivant ce même ordre d'idées, l'organisme désire augmenter le dialogue avec les élus au niveau provincial et fédéral.

Évidemment, la page Facebook et le site Internet du PAQG continuent d'être des outils incontournables dans la transmission d'informations reliées aux actualités de la scène guatémaltèque. Tandis que la page Facebook a atteint les 235 abonnés avec ses publications hebdomadaires de liens vers l'actualité, le site Internet a continué de publier de l'information par rapport à toutes nos branches d'action et de réflexion.

Un des objectifs du PAQG pour l'année 2012-2013 sera de continuer à actualiser le site Internet, d'y construire une section entièrement dédiée aux enjeux d'exploitation minière et de devenir plus actif sur les réseaux sociaux, notamment grâce à un compte *YouTube*.

Il faut aussi souligner la publication des bulletins électroniques qui se poursuit toujours et s'effectue de façon mensuelle ou même plus fréquemment. Ce bulletin vise à tenir les membres informés de l'actualité au Guatemala et des activités de sensibilisation à venir au Nord.

Quant aux revues d'actualité, la réflexion s'est poursuivie au cours de l'année 2011-2012 à savoir si la portée de cet outil valait tout le travail requis par cette production au contenu très spécialisée. Après plusieurs consultations avec les membres, le comité information en est venu à la conclusion suivante : il n'y aura plus, pour le moment, de revues d'actualité sous forme trimestrielle. En revanche, chaque accompagnateur produira une publication reliée à notre présence au Sud au sein d'ACOGUATE. Donc, que ce soit un témoignage, la réalisation d'une entrevue avec un défenseur des droits de la personne guatémaltèque ou encore un article scientifique, ces documents seront publiés non seulement sur notre site Internet, mais aussi en partenariat avec d'autres réseaux de diffusion, comme les revues universitaires et les journaux axés sur la solidarité, par exemple. Ce sera une manière d'utiliser notre expertise du terrain pour atteindre un public plus vaste.

Enfin, le PAQG poursuit ses recherches afin de dénicher un porte-parole qui saura porter au premier plan de l'actualité nationale les efforts guatémaltèques pour une meilleure justice sociale et ses échos dans les combats québécois.

Actions urgentes et pression politique

Cette année, le PAQG a poursuivi et retransmis de nombreuses actions urgentes provenant d'Amnistie internationale sur des féminicides et sur des enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles, notamment concernant Lolita Chavez et Yolanda Oqueli, deux défenseuses des droits de la personne qui ont accompagné les processus de consultations populaires sur les enjeux de l'exploitation des ressources naturelles au Guatemala et qui se sont fait harceler et attaquer en raison de leur activisme.

De plus, il a participé à quelques actions collectives de pression politique, dont voici les grandes lignes. En janvier 2012, en réponse à l'acceptation du recours contre Efraín Rios Montt, une lettre de félicitations et de solidarité fut envoyée à la *Asociación para la Justicia y la Reconciliación (AJR)* et aussi au *Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)* pour leurs vaillants efforts.

En février 2012, à la suite d'un appel de NISGUA, membre d'ACOGUATE, le PAQG a appuyé l'envoi d'une lettre dirigée à la nouvelle administration de l'État guatémaltèque pour faire état des préoccupations des organisations de solidarité internationale quant à la situation des droits de la personne au pays.

En mars 2012, le PAQG a répondu à l'appel d'ACOGUATE pour appuyer l'envoi d'une lettre à Navanethem Pillay, la Haut-Commissaire pour les droits humains des Nations unies, dans le cadre de sa visite au Guatemala.

À l'été 2012, il a appuyé une lettre collective rédigée par le réseau des Maritimes *Breaking the Silence* à propos de l'extradition de l'ex-*kaibil* Jorge Vinicio Sosa Orantes. Celui-ci est accusé d'avoir commandé l'unité d'élite de *kaibiles* ayant procédé au massacre de Las Dos Erres en 1982. En janvier 2011, il fut arrêté en Alberta à la demande des États-Unis, là où il est accusé d'avoir fraudé en ayant menti dans sa demande de citoyenneté américaine par rapport à son rôle dans l'armée guatémaltèque. Si extradé, Sosa Orantes pourrait recevoir une peine de prison allant jusqu'à 10 ans. Cependant, les familles des victimes du massacre sont d'avis que la justice ne serait pas rendue s'il ne passe pas en cour pour crimes contre l'humanité.

Le PAQG a aussi soutenu en juin 2012 une lettre dénonçant les menaces et intimidations reçues par des accompagnateurs du Projet d'accompagnement international au Honduras (PROAH).



22 avril : participation du PAQG au rassemblement pour le Jour de la Terre. Crédit photo : Laurence Dubuc-Valentine/PAQG

Pour l'année à venir, le PAQG prévoit revoir sa procédure d'appui aux actions de pression politique afin de cibler davantage ses appuis et d'augmenter la portée des actions urgentes.

Activités d'éducation et sensibilisation du public

L'année 2011-2012 a été particulièrement riche en activités d'éducation et de sensibilisation du public. Soulignons tout d'abord la réalisation de l'expo-photos "Mines au Sud, gaz au Nord: Même dépossession?", qui a alimenté toute une tournée de sensibilisation à travers le Québec et les Maritimes.

Cette expo-photos vise à sensibiliser le public québécois sur les enjeux autour de l'exploitation des ressources naturelles, de la gouvernance, de l'éthique et de l'organisation communautaire en résistance face à un développement agressif qui exclut sans prendre en considération la volonté populaire et engendre des impacts négatifs sur les droits humains. Elle met en valeur l'exemple du peuple guatémaltèque qui, à travers les consultations populaires, revendique une autre vision du développement, inclusif tout en respectant l'environnement.

Au total, l'expo-photos a été présentée dans plus de 20 endroits au Québec, grâce à l'appui d'une vingtaine d'organisations. Près de 3 000 personnes ont pu la voir. Un vernissage de l'expo-photo a été organisé dans plusieurs de ces lieux d'exposition, de manière à la présenter publiquement et à

permettre des interventions et des échanges sur ce thème. De plus, dans le cadre de cette tournée près de 500 cartes postales ont été signées afin d'exiger au président du Guatemala qu'il respecte le droit des peuples autochtones au consentement libre, préalable et informé. Notons que ces cartes ont été largement diffusées et qu'on attend encore le retour de nombreuses cartes signées au cours de la prochaine année.



Le succès de cette tournée est en partie dû à la grande qualité des photos et des textes du photojournaliste James Rodriguez, connu pour avoir largement documenté la fragile réalité d'après-guerre civile en Amérique centrale, et de celles sur les gaz de schiste provenant de Pascale Fontaine, photojournaliste québécoise. Un beau travail d'équipe a également permis d'agrémenter ces illustrations de textes explicatifs. Enfin, la collaboration de deux stagiaires immensément dévouées, passionnées et professionnelles, Laurence Dubuc-Valentine et Fanny Poirier, a été déterminante pour

la réussite de l'expo-photos en termes de rédaction, coordination, et diffusion, avec une programmation très complète et des événements bien planifiés.

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale (édition 2011) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), une projection du documentaire «El oro o la vida» a été réalisée au Bar Populaire, rassemblant plus d'une cinquantaine de personnes. Le PAQG avait invité l'Entraide missionnaire (EMI), le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), les Brigades civiles d'observation internationale (Bricos) du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine (QUISETAL) à intervenir. Des interventions sur le contexte guatémaltèque et l'accompagnement international ont donné lieu à des discussions très intéressantes avec le public.

De nombreuses autres activités d'éducation de la sorte ont ponctué l'année 2011:

- 4 décembre 2011: kiosque lors d'une kermesse familiale organisée en vue de collecter des fonds pour les victimes des fortes pluies au Guatemala (Tempête tropicale 12 E).
- 7 et 10 février 2012: rencontres d'information sur l'accompagnement international, UQAM et Café Touski, à Montréal.
- 24 mars : première exposition à l'Hôtel des Seigneurs de St-Hyacinthe pour le souper bénéfique du Comité de citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain.
- 29 mars au 16 avril : exposition à la galerie *Art toutes directions* à St-Hyacinthe.
- 22 avril: événement post-rassemblement du Jour de la Terre au Pub Broue-Ha-Ha, avec projection de documentaires et présentation de l'expo-photo du PAQG.
- 26, 27 et 28 avril: participation à la 3e édition du Colloque international «Plan Nord, Plans Sud» sur le thème des «Résistances dans les Amériques», organisé à l'UQAM par la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine (QUISETAL).
- 27 avril: événement festif et musical pour la réappropriation collective des ressources naturelles et contre le Plan Nord, au Pub St-Ciboire dans le cadre du colloque « Plan Nord, Plans Sud ».
- 3 au 10 mai : exposition au Collège de Sainte-Anne à Lachine (présentation en classe le 8 mai).
- 18-19 mai : exposition dans le cadre du colloque international sur la décroissance, à l'UQAM.
- 21-25 mai : exposition au Cégep de Matane (avec présentation en classe).

- 30 mai au 7 juin : exposition au Café de la gare de Mont-Laurier, avec présentation du SLAM (Solidarité Laurentides Amérique Centrale).
- 9 juin : exposition au Festival des solidarités d'Alternatives.
- 15 juin : exposition lors de l'assemblée générale de l'AQOCI.
- 28 juin au 10 juillet : exposition au Bar Populaire.

De plus, le PAQG a eu l'honneur et le plaisir de recevoir à nouveau dans ses locaux le défenseur guatémaltèque de droits humains Leocadio Juracan, le temps d'une *charla* (discussion), le 10 juin 2012. Leocadio Juracan, coordinateur du Comité du paysan des Hautes Terres (CCDA) du Guatemala, était de passage à Montréal et a fait part des avancées et enjeux du CCDA dans son combat pour la justice sociale et le changement. Il a également partagé les résultats de la grande Marche pour la défense de la Terre, à laquelle des milliers de paysans ont participé. De plus, il nous a entretenus sur le Café Justicia, excellent café équitable « plus » produit par le CCDA.

Pour terminer, le PAQG a continué de sensibiliser la population québécoise à travers la promotion et la vente du Café Justicia, ainsi que de nombreux autres articles liés au Guatemala (cartes postales, affiches, vidéos, T-shirts, etc.).



17 avril : exposition à la galerie Arts toutes directions. Crédit photo : Laurence Dubuc-Valentine/PAQG

Analyse sommaire des états financiers 2011-2012

Les états financiers sont disponibles en annexe (Annexe 1)

L'exercice 2011-2012 s'est soldé par un surplus de 3 664 \$. Il s'agit du premier excédent au cours des trois dernières années. Il s'agit donc d'une bonne nouvelle. Nous pouvons attribuer ce surplus à la gestion serrée des dépenses ainsi qu'à une légère augmentation des dons et subventions reçus.

Revenus

Les revenus totaux s'élèvent à 49 139\$, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année 2010-2011. Cette augmentation vient principalement de la subvention de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), par l'entremise du Fonds d'éducation à l'engagement du public à la solidarité internationale. Par ailleurs, nous pouvons constater qu'il y a eu une baisse d'apports de l'autofinancement et de subventions de programmes provinciaux sous forme du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) du Ministère des relations internationales du Québec (MRI).

Dépenses

Les dépenses de l'exercice s'élèvent à 45 475 \$, inférieures de près de 10 000\$ en comparaison à l'année précédente. Cette diminution se fait particulièrement sentir dans le poste budgétaire concernant les salaires et charges sociales. En effet, au cours de l'année 2011-2012, le poste de coordination est resté vacant durant plusieurs mois, le PAQG ne disposant que d'un administrateur-comptable à temps partiel. Par la suite, le poste d'administrateur-comptable a été coupé, laissant le poste de coordination seul à temps partiel pour la seconde moitié de l'année.

Bilan

Le compte de bilan présente la synthèse de la situation patrimoniale de l'organisme : les ressources dont il dispose (actif) et le moyen par lequel il s'est financé (passif). Le PAQG possède un actif total pour 27 426\$, une légère augmentation comparé aux 23 762\$ pour l'année précédente. Cet actif comprend l'encaisse et les comptes à recevoir. Le passif, pour sa part, est passé de 888 \$ en 2010-2011 à 6 384\$ en 2011-2012. Cette augmentation du passif est due à une augmentation dans les frais encourus, ainsi qu'à une augmentation des salaires et remises statutaires à payer à la date de la fermeture de l'exercice 2011-2012. La marge de manœuvre actuelle de l'organisme (actif à court terme moins passif à court terme) équivaut à 60% des dépenses de l'exercice, ce qui signifie qu'avec les seules ressources financières disponibles à la fin du de l'exercice 2011-2012, et à coûts constants, l'organisme serait capable de réaliser un peu plus de la moitié des activités de l'exercice précédente. Ce sont les subventions provinciales et les dons qui vont lui permettre de combler le manque à gagner pour qu'il puisse réaliser les projets et activités propres à sa mission.

Remerciements

Alors que le Projet Accompagnement Québec-Guatemala va très bientôt souffler ses vingt chandelles, force est de constater que ce dernier et l'accompagnement international en tant que tel ont énormément changé au cours des deux dernières décennies. Si les accords de paix ont su nourrir de grands espoirs pour une paix durable au Guatemala, de nombreux obstacles n'ont pas tardé à surgir au fil des années. Toutefois, une chose n'ayant pas changée est le fait que les liens de solidarité entre le Québec et ce petit pays d'Amérique centrale restent toujours très présents, comme en fait foi la vitalité du PAQG. Ceci étant dit, il va de soi que toute cette activité ne saurait exister sans l'apport inestimable de nos nombreuses et nombreux bénévoles, donateurs et donatrices, passéEs et présentEs. C'est votre temps précieux, vos efforts et vos contributions qui permettent au PAQG d'avancer et de continuer à travailler pour le respect des droits de la personne au Guatemala. Au nom de toute l'équipe, nous tenons à vous remercier du fond du cœur pour votre soutien.

Ayant précédemment mentionné les bénévoles, stagiaires et membres de l'équipe du PAQG, nous tenons donc aussi à souligner l'appui de nos généreux donateurs pour leurs précieuses et essentielles contributions aux projets du PAQG: Étienne Roy-Grégoire; Myriam Laforce; Sylvie Roy; Paul et Renelle Langlois; Sylvie R. Grégoire; Olivier Yaccarini; Martin Veillette; Marie-Soleil Martineau; Andrew MacPherson; Emily Teasdale; Fred Jones; le Syndicat des professeur-e-s de l'UQAM; le Syndicat des professeur-e-s du Collège Édouard-Montpetit; la Fédération nationale des enseignantEs du Québec (FNEEQ/CSN); le Syndicat de l'enseignement de la région de Laval; le Syndicat des professeurEs du CEGEP de Rosemont; le Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECA); la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec; Alliance syndicats et tiers-monde (CSN); le Fonds de solidarité CSQ; le Fonds de justice sociale de l'Alliance de la fonction publique du Canada; le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN; le Fonds humanitaire du Syndicat des Métallos; Inter Pares; Développement et Paix; les Oblates Franciscaines de St-Joseph; les Œuvres Marie-Anne Lavallée; l'Ordre de la Sainte-Trinité; les Sœurs de Saint-François d'Assise; les Sœurs Saints-Noms de Jésus Marie; les Sœurs de Saint François d'Assise; les Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie ainsi que les Sœurs Ursulines.

Finalement, un merci tout spécial à nos partenaires organisationnels, le Centre de ressources sur la non-violence (CRNV), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales (MRI).

Alors que personne ne peut prévoir ce que le futur réserve au peuple guatémaltèque, nous espérons pouvoir continuer de compter sur votre appui, quel qu'il soit, afin de faire une différence au Guatemala tout en sensibilisant notre communauté sur la réalité guatémaltèque.

Annexe 1

États financiers (en date du 30 juin 2012)

Vérifiés par le Groupe Belzile Tremblay Inc.